

A l'occasion de la nouvelle année, DIAL est heureux de présenter ses meilleurs vœux à ses lecteurs

D 1078 **GUATEMALA: LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE ET LES DROITS DE L'HOMME**

C'est un cadeau empoisonné que les militaires ont fait au nouveau président de la République, un civil élu le 8 décembre 1985. La passation des pouvoirs au démocrate-chrétien Vinicio Cerezo a lieu le 15 janvier 1986. Parmi le lourd contentieux national, la question des violations constantes des droits de l'homme n'est pas la moindre, en particulier le problème des "détenus-disparus" que le Groupe d'appui mutuel (GAM) entend ne pas laisser sombrer dans l'oubli (cf. DIAL D 1055 et 1062).

Erratum: Contrairement à ce que nous avons écrit dans DIAL D 1062, l'enseignant assassiné Carlos Leonel Caxaj Rodríguez n'était pas membre du GAM.

Note DIAL

MANIFESTE DU GROUPE D'APPUI MUTUEL (GAM)

publié le 15 novembre 1985 en publicité payée

Le Groupe d'appui mutuel déclare au peuple guatémaltèque qu'il est à nouveau victime d'accusations sans fondement. Celles-ci sont le reflet d'une intention malveillante et d'un manque d'humanité; elles visent à déprécier notre mouvement humanitaire dont le seul but est de savoir "ce qu'il est advenu de nos proches" après leur enlèvement illégal. On nous accuse mensongèrement d'être manipulés de l'étranger, une accusation déjà balayée venant de l'impossibilité de cacher aux yeux du peuple les crimes commis contre la famille guatémaltèque. Ce qui nous "manipule", c'est l'amour profond et sincère pour le mari ou le fils qui n'est plus aujourd'hui dans la chaleur familiale. Ce qui nous "mène", c'est la forte conviction de lutter contre la destruction de vies humaines.

Nous voulons la paix et nous demandons que justice soit rendue. Ces arguments servant à détourner l'attention - "Ce sont les Verts qui vous mènent, vous êtes manipulés de Washington" - relèvent d'un plan pour cacher au peuple ce qui ne peut l'être. Il est incroyable qu'à nos questions - Où sont nos proches? Qu'a-t-on fait d'eux? - il soit répondu par des accusations. C'est vrai que nous avons le soutien d'organisations humanitaires. Elles ont compris notre douleur profonde, notre recherche dans le vide, et c'est pourquoi elles nous ont tendu la main et même demandé que soit respecté notre "droit" à rechercher l'être aimé. La lettre publiée par le gouvernement comme preuve que nous sommes manipulés de l'étranger, c'est nous qui l'avons envoyée. Et nous voulons que le peuple sache quelles sont les personnes que nous mentionnons. Ce sont des soeurs et des frères de citoyens guatémaltèques enlevés par les forces de "sécurité" nationale: Patricia García Crowther est la soeur du dirigeant syndical Edgar Fernando García arrêté le 18 février 1984; Santiago Herrarte est le frère du professionnel Jorge Alberto Herrarte arrêté le 15 mai 1983. Ces personnes ont le droit de savoir ce qu'il est advenu de leurs frères ou soeurs, même si elles ne résident pas au Guatemala. Le peuple nous connaît et il sait que nous disons la vérité. C'est écrit en toutes lettres dans les journaux que Patricia Crowther est venue au Guatemala pour nous

remettre le prix de la défense des droits de l'homme "Letelier-Moffitt" qui nous a été attribué par l'Institut des sciences politiques de Washington en raison de notre recherche obstinée de la justice en retrouvant nos proches.

Tout ce que nous avons fait pour sauver nos proches est tombé dans le vide. Nous nous heurtons à un mur de silence sordide. Les lois protègent les criminels qui font étalage de leur pouvoir en commettant toutes sortes d'actes injustifiables.

Si nous avons occupé la cathédrale c'était dans une tentative supplémentaire de faire pression sur le gouvernement pour qu'il réponde à nos constantes et douloureuses questions: Où est l'être cher? Qu'ont-ils fait de lui? Nous nous sommes abrités dans le temple sacré de Dieu parce que nous savons que chaque personne est aussi un temple de Dieu. Ces temples-là ont-ils été respectés? On les enlève, on les torture, on les déshonore physiquement et psychologiquement... Et nous, qu'avons-nous fait? Nous sommes venus en hommes, femmes et enfants pacifiques; nous n'avons torturé ni déshonoré personne; nous avons rendu le temple comme nous l'avons trouvé. Nous attendions que la hiérarchie de l'Eglise catholique nous accueille et serve de médiatrice face à tant d'injustice... Mais là aussi on nous tourne le dos. Pourquoi? Qu'en est-il des sentiments humains, du conseil "aime ton prochain comme toi-même"? Pourquoi cette peur d'exiger la justice à nos côtés? A quel point se sont endurcis les coeurs qui se ferment les yeux, se bouchent les oreilles pour ne pas affronter la cruelle réalité et faire quelque chose pour la changer!...

Nous avons tous entendu les paroles du général Mejía Víctores quand il a dit dans sa conférence de presse du 5 novembre : *"Quant au lien qui est fait entre des membres de l'armée et les disparitions ou massacres rapportés en divers endroits, le chef de l'Etat rappelle que l'armée s'en tient à sa mission de protection du pays contre les groupes terroristes qui essaient de dominer le pays"*, en ajoutant un peu plus loin que *"si les forces armées n'avaient pas agi, nous serions aujourd'hui sous un régime communiste et totalitaire. Que chacun en juge!"* Il admet pratiquement qu'ils sont les responsables des enlèvements illégaux, avec la "justification" que ce sont des communistes, l'éternelle excuse devant le non respect des droits de l'homme. Personne n'a rien dit devant cette terrible affirmation. Un tel affront à la dignité humaine ne peut être admis, il heurte nos consciences au plus profond... C'est là une preuve supplémentaire de la responsabilité directe du gouvernement actuel dans les arrestations illégales. Que vous en semble, Messieurs de la Commission de médiation? Nous espérons que vous agirez dans le souci de la justice et de l'équité, selon le droit que vous donne un peuple blessé et meurtri. Réclamez: Qu'ont-ils fait des personnes qu'ils admettent avoir enlevées? La démocratie ne peut exister là où il y a des milliers de disparus: ses bases seraient trop fragiles et pourraient s'effondrer aussi vite qu'on a voulu les poser. Que vous en semble?

La démocratie ne peut exister par moitié, à plus forte raison aspergée de tant de sang. Nous espérons donc que la Commission de médiation auprès du gouvernement ne décevra pas les familles, que sa valeur et sa qualité humaine se manifesteront à cette occasion. Brisons ce silence: il y a des raisons et des preuves pour le faire, et vous le savez parfaitement. Finissons-en avec tant de mensonges... Où sont les milliers de pages que les gouvernements en place disent exister après "enquête serrée"? Pourquoi ne nous les montre-t-on pas? Qui sont les personnes dont on affirme qu'elles se trouvent à l'étranger mais que leurs familles donnent comme disparues? Qu'on nous donne les noms!

Pour finir, nous remercions nos compatriotes de leur soutien et de leur solidarité manifestés récemment par la présence physique et morale, de la nourriture, des médicaments, etc. Cela nous comble et nous redonne espoir: il y a encore des

êtres humains disposés à aider leur prochain. Merci mille fois. Nous espérons que vous continuerez à nous offrir votre solidarité, en adoucissant ainsi quelque peu notre douleur. Rappelez-vous que, seul, le peuple sauve le peuple. Écoutez notre cri. Ne vous taisez pas devant nos larmes.

" Juge-moi, ô Dieu, défends ma cause
contre des gens sans merci.
De l'homme perfide et pervers
Dieu, délivre-moi.
C'est toi le Dieu de mon refuge:
pourquoi me rejeter?
Pourquoi m'en irais-je en deuil,
accablé par l'ennemi?
Envoie ta lumière et ta vérité! "

(Psaume 43)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 310 F - Étranger 370 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441